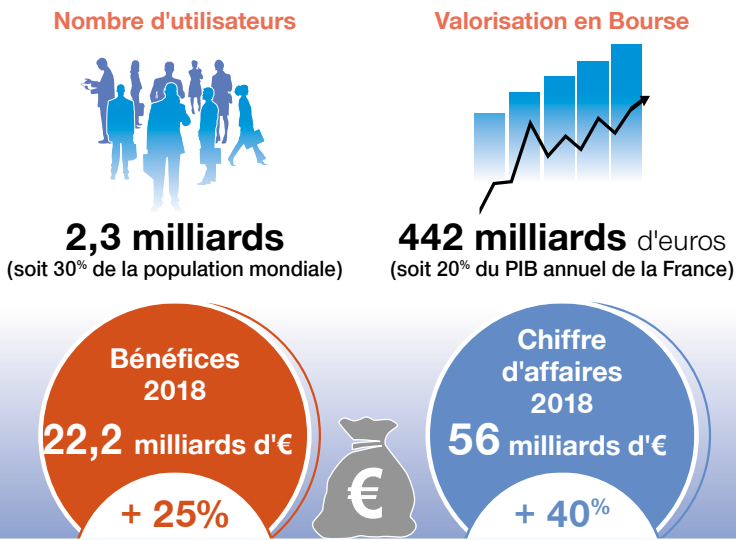


Les ressorts de la puissance de Facebook

Le réseau social est de plus en plus souvent accusé d'être devenu « trop puissant » et d'échapper à tout contrôle. Qu'en est-il vraiment ? Facebook est-il vraiment la première « nation » du monde ?

Facebook en chiffres



Chris Hughes, l'un des cofondateurs du réseau social, a appelé, jeudi, à démanteler le groupe qu'il a fondé, il y a quinze ans, avec Mark Zuckerberg. Il reproche à ce dernier d'avoir sacrifié la protection de la vie privée des utilisateurs au profit du « clic ».

Face aux dérives, il réclame un contrôle strict et prône un démantèlement du groupe. Mais les autorités ont-elles encore les moyens d'imposer leurs décisions à Facebook ? Voici les facettes du problème.

Le réseau regroupe plus d'un quart de l'humanité
La planète compte 7,5 milliards d'êtres humains. Facebook comptabilise 2,3 milliards d'utilisateurs.

C'est le premier réseau social de la planète. La moitié des Français y sont inscrits. C'est devenu un outil redoutable pour façonner l'opinion publique. Le mouvement des Gilets jaunes n'est pas né à la télé, à la radio ou dans les journaux, mais sur Facebook.

Son patron est traité comme un chef d'État
Le 5^e homme le plus riche du monde a été reçu par Emmanuel Macron, vendredi, à l'Élysée. Et ce n'est pas la première fois. Mark Zuckerberg rencontre les plus grands et a tendance à parler d'égal à égal avec eux : Barack Obama, Angela Merkel, Ban Ki-moon...

Facebook fait ce qu'il veut
« Aujourd'hui, Mark Zuckerberg, tout seul, peut décider de ce que vous voyez quand vous ouvrez Facebook, dit Chris Hughes. Il contrôle et peut censurer les conversations de deux milliards de personnes. » Hugues estime que « son pouvoir sans précédent doit être contrôlé ».

Mark Zuckerberg a appris à s'expliquer pour répondre aux polémiques : fausses nouvelles, vente de données privées, fuite d'informations personnelles, ciblage publicitaires arbitraires, manipulation des sujets d'actualité, surveillance de masse...

Une des plus grosses entreprises
Avec une valorisation boursière de

442 milliards d'euros, Facebook est la 8^e plus grosse entreprise du monde. Elle fait jeu égal avec le PIB (richesse produite) de la Belgique.

L'an dernier, le bénéfice de Facebook a grimpé de 23 %, à 25 milliards de dollars (22,2 milliards d'euros). Et Facebook possède également d'autres poids lourds des réseaux sociaux : Instagram (un milliard d'utilisateurs), WhatsApp (1,3 milliard), Messenger (1,5 milliard).

On en oublierait presque que d'autres sont bien plus gros que lui : Amazon (820 milliards d'euros), Apple (800 milliards) et Google (710 milliards).

L'étrange pétrole sale de l'Amitié

Le plus grand pipeline du monde a écoulé du brut contaminé. Mauvais pour l'image de la Russie.

L'histoire

Le président « soviétoïde » de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko, n'est pas connu pour son indocilité envers Moscou. Mais samedi, il a étalé sa méchante humeur. Il veut être indemnisé pour les dégâts causés, le mois dernier, par du pétrole russe. « Des oléoducs, des raffineries ont été endommagés... Il y en a pour des centaines de millions et j'espère que Moscou ne discutera pas le montant », a-t-il tonné.

L'étrange affaire remonte à Pâques. La Biélorussie détecte une anomalie dans l'oléoduc de l'Amitié, un tuyau géant de 5 500 km construit dans les années 1960 pour livrer le pétrole de l'URSS à l'Europe communiste. Aussitôt, elle alerte les pays de l'aval - Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Pologne et Allemagne - qui ferment leurs vannes *in extremis*.

Il a fallu que Vladimir Poutine convoque au Kremlin Nikolai Tokarev, patron des oléoducs publics russes, le 30 avril, pour découvrir le pot aux roses. Des producteurs de la région de Samara ont fraudé : ils injectaient des composés organochlorés pour faire « cracher » plus leurs



Une station de pompage sur l'oléoduc de l'Amitié en Biélorussie.

puits. Sans scrupule, ils ont omis de séparer le dichloroéthane, terriblement corrosif, du brut livré au collecteur régional Samartransneft. Lequel a « oublié » de vérifier.

Corruption ? Incompétence ? Quatre personnes sont en prison et les livraisons russes devaient reprendre à plein régime ce week-end. Mais outre le demi-milliard d'euros perdus, la Russie, que Poutine s'échine à présenter comme un fournisseur fiable, a pollué son image.

Bruno RIPOCHE.

Le retour des pénuries pour les Cubains

Confrontée à l'embargo américain et à la chute de l'aide du Venezuela, l'île communiste a instauré des rationnements.

No hay ! (Il n'y en a pas) est la phrase la plus entendue, ces derniers mois, dans les magasins cubains : poulet, savon, riz manquent dans les rayons. L'exaspération est telle que, vendredi, la ministre du Commerce, Betsy Díaz Velázquez, a appelé au calme. « L'huile ne manquera pas », a-t-elle déclaré, pour faire cesser les rumeurs dès qu'une livraison s'annonce, des spéculateurs achetant en masse pour revendre au noir et au prix fort.

La ministre a surtout annoncé des rationnements. Les magasins ont ordre de limiter la quantité de sucre, de lait en poudre et de pois détrempés à chaque client. Certains produits ne seront accessibles qu'avec la *libreta*, le carnet qui donne droit à une quantité limitée de produits subventionnés. « C'est bien pour ceux qui ont le moins de moyens », salue Elisabeth Ortega, retraitée de 72 ans.

Le régime communiste accuse Donald Trump, qui a durci le blocus économique de l'île. Mais ces pénuries rappellent surtout la « période spéciale », dans les années 1990, où les Cubains ont manqué de tout, après l'implosion de l'Union soviétique, qui fournissait l'île. Trois décennies plus tard, c'est le nouveau « pays frère », le Venezuela, qui s'effondre : les livrai-



La file d'attente, vendredi, dans un magasin d'État de La Havane.

sons de pétrole brut de Caracas sont tombées de 100 000 barils/jour à moins de 40 000. Or, ce pétrole était en partie réexporté, ce qui procurait des devises pour acheter sur le marché international. Cuba importe 60 à 70 % de sa nourriture.

« Le rationnement est une mesure temporaire, mais le problème c'est que nous ne produisons pas assez », déplore Ihosvany Perez Rodriguez, petit commerçant de La Havane. Les réformes impulsées il y a dix ans par Raúl Castro, facilitant l'agriculture privée, ont donné peu de fruits. Il manque chaque jour près d'un million d'œufs sur les 5,7 millions que les Cubains consomment.

B. R.

Le Collège de Bruges, Ena des Européens

Souvent comparé à l'École nationale d'administration française, le prestigieux Collège d'Europe forme une large partie des futurs fonctionnaires de l'UE. Ici se tissent de précieux réseaux.

Bruges.
De notre correspondante

La large façade blanche n'attire pas l'attention du promeneur longeant les canaux. Seul le flottement d'un drapeau européen souligne l'entrée discrète du Collège d'Europe. À l'intérieur, la modernité des lieux et la bibliothèque dernier cri détonnent. C'est ici, au cœur de Bruges, la Venise du Nord, que le Collège d'Europe forme l'élite européenne depuis soixante-dix ans. Une ambition d'excellence qui n'est pas sans rappeler l'École nationale d'administration française, qu'Emmanuel Macron entend supprimer.

Pourtant « le Collège d'Europe n'est pas l'Ena, insiste Olivier Costa, professeur et directeur du département d'études politiques. Il bénéficie



Sara et Vera, deux étudiantes du Collège de Bruges.

d'un soutien financier de l'Union européenne, mais n'en est pas un organe et nos étudiants n'ont pas tous vocation à intégrer les institutions de l'UE. »

À leur sortie, beaucoup d'étudiants

rejoindront le privé ou des ONG. Contrairement aux énarques, les étudiants à Bruges ne sont pas rémunérés pendant leurs études et n'ont pas de garantie de poste. Pour être fonctionnaire, « il faut passer les concours, comme tout le monde », rappelle William, un étudiant venu de Metz.

Esprit de corps

Malgré l'incertitude des débouchés et le coût élevé de la formation (25 000 € l'année, logement et nourriture compris), le Collège attire des jeunes de toute l'UE. Un second campus a même ouvert en Pologne. En sortir reste un atout pour faire carrière à Bruxelles. « Il y a un esprit de corps, les anciens te font la courte échelle », veut croire le jeune Lorrain. « On garde le contact avec ceux de

sa promotion », confirme à demi-mot un illustre diplômé, le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas.

Il faut dire que les 461 étudiants de toute l'Europe et au-delà, logent, mangent et étudient ensemble pendant dix mois. « Une expérience de vie qui marque profondément », promet Olivier Costa. Au risque de créer un entre-soi déconnecté du réel ? Margaritis Schinas préfère parler de « réseau de croyants en la cause européenne ». Ce microcosme peut être « un peu pesant », admet pourtant Sara, Suédo-Portugaise de 23 ans. Son amie Vera s'y était préparée. « Mon père disait que ça allait me formater », sourit celle qui est finalement devenue adepte de « l'esprit du Collège ».

Anna HUBERT.

Le monde et l'Europe en bref

Six morts dans l'attaque d'une église au Burkina Faso

Un commando armé a fait irruption, hier, dans une église catholique de Dablo (nord). Les assaillants ont ouvert le feu sur les fidèles, tuant cinq d'entre eux, ainsi que le prêtre. Le groupe d'hommes armés, estimé entre vingt et trente par des sources sécuritaires, ont ensuite incendié

l'église, des boutiques et un véhicule du centre de santé. Six personnes avaient été tuées, fin mars, dans une église protestante du nord du pays où, depuis 2015, plusieurs prêtres et imams jugés trop modérés ont été attaqués, kidnappés ou assassinés par des djihadistes.

Entente sur les prix des médicaments aux États-Unis

Le procureur général du Connecticut, William Tong, a déposé, vendredi, au nom d'une quarantaine d'États, une plainte contre vingt entreprises du secteur pharmaceutique qui se seraient entendues sur les prix. « Nous avons des preuves tangibles que l'industrie du médicament générique s'est livrée à une fraude qui a coûté des milliards aux

Américains », a-t-il déclaré, à l'issue de cinq années d'enquête. Le cartel aurait fait bondir le prix de certains médicaments génériques de plus de 1 000 %. Parmi les accusés figure l'Israélien Teva, numéro un mondial du générique. L'un de ses représentants aux États-Unis a nié toute pratique répréhensible.

L'ancien chef de l'Église maronite est mort à 98 ans

Nasrallah Boutros Sfeir, ancien patriarche maronite du Liban, figure respectée qui joua un rôle incontournable dans la vie politique et fut un ardent partisan du retrait de la Syrie, est décédé dimanche, à l'aube de ses 99 ans. Mgr Sfeir était devenu, en 1986, le chef de la plus grosse communauté chrétienne du Liban, alors déchiré par une guerre civile meur-

trière à caractère confessionnelle, entre 1975 et 1990. « Patriarche d'Antioche et de tout l'Orient », il avait présenté sa démission au Vatican, en 2011, en raison de sa santé déclinante. À sa démission, ce 76^e patriarche maronite, nommé cardinal en 1994 par le pape Jean-Paul II, avait été remplacé par Béchara Bou-tros Rahi.

Plantation de riz sur fond de famine en Corée du Nord



Comme chaque 12 mai depuis 1971, ces habitants de Nampho participent à une journée de plantation du riz, afin d'honorer le défunt leader Kim Jong-il, qui avait planté du riz dans cette région. Mais cette année, l'événement intervient dans un climat particulier. Après une année de récoltes catastrophiques, la famine touche de nouveau la population de la dictature

communiste. Selon un récent rapport du Programme alimentaire mondial de l'ONU, quatre Nord-Coréens sur dix souffrent de malnutrition. Les rations alimentaires ont été ramenées de 400 grammes de riz par jour et par personne à 300 grammes. La précédente vague de famine, dans les années 1990, avait fait plusieurs centaines de milliers de morts.

Fichage chez Monsanto : « excuses » du groupe Bayer

Le groupe allemand Bayer a présenté ses excuses, hier, via un communiqué, à la suite de révélations en France d'un fichage illégal pour le compte de sa filiale Monsanto de

centaines de personnalités concernant leur position sur les OGM notamment. Aussi, Bayer a annoncé avoir chargé un cabinet juridique extérieur d'enquêter sur cette affaire.

Européennes : panique chez les tories britanniques

Un sondage publié ce week-end par *The Observer* a semé la consternation chez les conservateurs. Le parti de la Première ministre Theresa May ne recueillerait que 11 % des suffrages, loin derrière le Brexit Party que vient de fonder l'europhobe Nigel Farage, en tête avec 34 %. Les

travailleurs arriveraient seconds avec 21 %, devant les libéraux-démocrates (12 %) et les Verts (8 %). Ces scores reflètent le mécontentement vis-à-vis de la conduite par la droite du divorce avec l'UE. Globalement, les partis partisans et adversaires de l'UE font jeu égal à 48 %-49 %.

Monogame

La Guinée a modifié le Code civil pour faire de la monogamie la norme. Quatre députés sur 111 ont voté contre, deux se sont abstenus. Ce texte revient sur un projet de loi validant la polygamie, adopté en décembre.

Les informés de franceinfo

Jean-François Achilli du lundi au vendredi de 20h à 21h

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

chaque lundi avec la rédaction de **ouest france**